

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 47

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

IL FAUT NATIONALISER TOTAL...

Avec le sixième groupe pétrolier mondial, c'est comme au cirque, de plus en plus fort. Douze milliards d'euros de bénéfice net en 2005, soit 31% de plus qu'en 2004, un nouveau record ! Les actionnaires – principalement des fonds de pension anglo-saxons – vont se répartir 6, 9 milliards d'euros en dividendes. Il est temps que ce scandale cesse et qu'un groupe aussi stratégique que Total, qui de surcroît traîne derrière lui la marée noire de l'Erika et la catastrophe d'AZF à Toulouse, devienne une entreprise publique dont les profits serviraient au développement des peuples et non à l'enrichissement des actionnaires.

...ET AU MOINS LE SECTEUR RESEAU DE FRANCE TELECOM qui a enregistré en 2005 les bénéfices les plus élevés de son histoire (5, 7 milliards d'euros, soit presque deux fois plus qu'en 2004), mais annonce 22 000 suppressions d'emploi par non remplacement des départs d'ici à 2008. Objectif : faire monter la cotation en Bourse du groupe. Comme le dénoncent les syndicats, cette anienne entreprise publique qui occupe également un secteur stratégique, est devenue une « machine à cash ».

LE PORTE-AVIONS FANTÔME.

Voilà une croisière qui va coûter la bagatelle de 10 millions d'euros aux contribuables. Et le sort du Clemenceau n'est toujours pas scellé, trois ans après le début de ce qui est devenu une « affaire » pour ainsi dire... abracadabrantesque. Du premier coup fourré en 2003, lorsque le désamiantage du « Clem' » est confié à une société espagnole qui l'expédie en catimini en Turquie, jusqu'à l'ordre piteusement donné par Chirac de faire machine arrière, que d'épisodes sulfureux, dont la disparition mystérieuse de 30 tonnes d'amiante sur le territoire français ! En résumé et sur l'air d'une vieille chanson de Renaud, qu'est ce qu'il est long, l' périple du Clemenceau, presque aussi long que la fin de règne de Jacquot...

EDITO: FAIRE FRONT A GAUCHE

Le sommet a accouché d'un front uni. Ce n'est pas rien : en lançant une campagne unitaire de mobilisation contre le CPE (Contrat Première Embauche), les dix formations de gauche qui se sont réunies le 8 février (plus la LCR pour la campagne CPE) ont apporté une réponse immédiate au coup de force du gouvernement Chirac-Villepin. Reste maintenant à donner de l'ampleur à un vaste mouvement de résistance sociale susceptible de faire reculer Matignon.

Mais revenons un instant sur le sommet de la Mutualité. Même modestes, ses décisions ne sont pas quantité négligeable. Certes, la proposition de François Hollande de constituer des groupes de travail pour parvenir à un accord de gouvernement relevait, au mieux, de la précipitation, sinon de calculs électoralistes sans finesse. Au nom de la Gauche Républicaine dont il conduisait la délégation, Pierre Carassus a fait remarquer que « la gauche est divisée, ses désaccords sont profonds et ont été clairement identifiés lors du référendum du 29 mai dernier ». Cependant, le secrétaire général de la GR a aussitôt précisé que « nous ne souhaitons pas figer nos désaccords, au contraire, nous voulons les dépasser, construire ensemble, si possible, une alternative anti-libérale crédible. C'est par le débat dans tout le pays, avec le maximum de citoyens, que nous y parviendrons ».

Car la gauche serait condamnée à errer tel le Clemenceau si elle ne mobilisait pas sa base sociale, aussi bien pour débattre des chemins de l'avenir que pour agir, aujourd'hui, contre la droite et sa politique funeste. L'heure est grave. A en croire de nombreux échos dans la presse, si nous n'obtenons pas le retrait du CPE, c'est une atteinte majeure au Code du travail qui sera portée en début d'été, avec l'instauration d'un contrat de travail unique incluant une période dérogatoire du droit commun, durant laquelle l'arbitraire patronal n'aurait pas de frein. Fidèle à sa méthode, Villepin chercherait à faire voter un texte dans ce sens à la fin de la session parlementaire, juste avant les vacances...

C'est donc une contre-offensive résolue que les organisations syndicales et de jeunesse ainsi que les partis de gauche doivent mener à l'approche du printemps. Distributions de tracts, campagne de signature d'une pétition (voir page 2), semaines d'action sont au programme. Dénonçons partout la farce libérale qui présente comme un moyen de faire reculer le chômage ce qui n'est qu'une arme de régression sociale sans précédent dans notre pays. De fait, les CNE et CPE et autres contrats précaires cannibalisent les emplois stables, conformément au souhait du patronat, qui appelle explicitement de ses vœux l'instauration du contrat unique. Quant au chômage, comme nous l'avons expliqué dans le numéro 44 de Combat Républicain, il diminue surtout pour des raisons démographiques et suite aux nombreuses radiations de l'ANPE qui font grossir les rangs des Rmistes.

C'est dans ce contexte que le groupe France Télécom a annoncé, d'abord qu'il faisait des bénéfices, ensuite qu'il allait supprimer 20 000 emplois pour en faire davantage ! Le libéralisme expliqué aux enfants...

Aussi, sachons associer l'explication et le débat à l'action citoyenne qui s'annonce. La Gauche Républicaine ne cache pas que seule un politique rompant avec la logique de la finance et son exigence de bénéfices à deux points de pourcentage permettrait d'en finir avec la précarité. Abroger les mesures anti-sociales de la droite est un préalable ; mais la gauche, si elle revient au pouvoir, devra déployer toute une panoplie anti-libérale – reconstruction des services publics, réforme fiscale, revalorisation des revenus du travail,...- pour refonder la République. Agir contre le CPE, expliquer les enjeux de cette mobilisation, c'est aussi paver la route qui mène à 2007.

LCR, Verts, PS, PCF, PRG, Alternative citoyenne, Alternatifs, Gauche républicaine, Mars et Régions et peuples solidaires.

Ensemble, exigeons le retrait du CPE CPE = Contrat de première précarité

- En juin dernier, la droite a imposé le CNE (contrat nouvelle embauche) aux salariés des entreprises de moins de 20 salariés.
- En février, elle veut étendre ce dispositif à tous les jeunes de moins de 26 ans.
- Dans quelques mois, si un coup d'arrêt n'est pas marqué maintenant, la droite imposera son projet complet : le démantèlement du code du travail avec la disparition du CDI.

Depuis plusieurs semaines, partout en France, jeunes, lycéens, étudiants et salariés se sont retrouvés pour exiger le retrait du CPE. Ensemble, amplifions ce mouvement.

Nous exigeons le retrait du CPE. Pourquoi ?

Un Contrat Précarité Exclusion

- Le CPE institutionnalise le **travailleur jetable**: à tout moment, les jeunes pourront être licenciés.
- Le CPE donne un **permis de licencier** à volonté à l'employeur qui n'est même plus obligé de motiver le renvoi de son jeune salarié.
- LE CPE n'exige **aucune garantie** des patrons qui pourront licencier, remplacer un jeune en CPE par un autre jeune en CPE et continuer de bénéficier des exonérations de charges.
- Le CPE ne donne même **pas droit au versement d'une prime de précarité**
- Le CPE ne s'applique pas uniquement à la première embauche. Un-e jeune pourra **passer de CPE en CPE**.

Un contrat sans avenir

- Le CPE **interdit toute construction d'un projet d'avenir**
- En bradant les jeunes sur le marché du travail, le CPE organise la **concurrence entre les générations**.

Un contrat sans emploi

- Le CPE ne créera **aucun emploi supplémentaire**. On l'a vu avec le CNE, vraie aubaine pour les patrons, ceux qui ont signé un CNE auraient de toute façon recruté.
- En revanche avec le CPE, tous les jeunes de moins de 26 ans seront potentiellement précaires, y compris ceux qui auraient été embauchés en CDI.

On ne crée pas de l'emploi en fragilisant les salariés, en précarisant la jeunesse, en remettant en cause les droits acquis des salariés (CPE, travail de nuit des mineurs, apprentissage à 14 ans, directive Bolkestein, remise en cause des droits des étrangers, etc.).

Ensemble, il nous faut riposter à la politique de la droite.

LCR , Verts, PS, PCF, le PRG, Alternative citoyenne, Alternatifs, Gauche républicaine, MRC, Mars et Régions et peuples solidaires.

